La FNIC CGT et son histoire

Décembre 2009

Le «33, rue de la Grange-aux-Belles » ancien siège de la FNIC CGT

En 2007, la Fédération des Industries Chimiques CGT se devait de fêter son centième anniversaire. La décision fut prise de travailler au montage d'une exposition retraçant ces cent années d'expérience, de luttes, qui serait présentée lors du 37°congrès fédéral, de Villepinte. Cette exposition sera accessible bientôt sur le site internet de la FNIC.

La lecture de quelques documents anciens, leur découverte au cours de ce travail, nous ont montré la permanence des luttes,des idées, et que, dans bien des cas ce qui s'est passé dans les années antérieures est plein d'enseignement pour le présent.

Le patronat ne cède que temporairement sous la pression des luttes. Même si on ne peut comparer deux époques, il demeure que les arguments de l'adversaire restent constants (par exemple pour les remises en cause de la réduction du temps de travail en 1938, et aujourd'hui pour les 35 heures, pour le blocage des salaires,etc...

L'expérience de l'exposition, ce constat, le besoin de faire connaître, mieux comprendre aux jeunes militants l'histoire de leur Fédération, de ses luttes, ses initiatives a amené la Fédération à mettre en place un collectif de travail sur ces questions avec comme priorité le tri, le classement, l'archivage de la masse de documents stockées dans les caves du bâtiment.

Il ne s'agit pas d'archiver pour archiver, mais pour mieux connaître, mieux comprendre le passé de nos industries. Ceci afin de mieux appréhender le présent et l'avenir. Nos luttes, nos succès, nos défaites, tout est enseignement et ne peut qu'armer nos militants pour mieux lutter aujourd'hui.

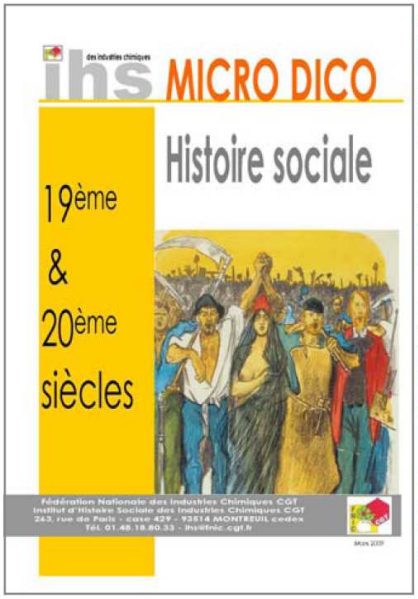
Donc ce collectif fédéral qui devrait déboucher sur la mise en place d'un Institut d'Histoire Sociale des Industries chimiques à terme, a commencé son travail. Elle est placée sous la responsabilité du secrétaire général de la fédération, Jean Michel Petit, animée par Roberto Frande, avec Claude Gillet-Colard, Chantal Mazingue, Roger Bedu Alain Bossé, Alain Cagniant, Alain Cliquenois Jean Joseph Gabarrus, Paul Jeanne, Christian Léoty, Gérard Lucas, Jean Paul Nicolas, Jacques Rivoire.

L'Institut d'Histoire Sociale en cours de création.

Son travail :

La commission a commencé à travailler dans plusieurs domaines :

■ Concernant les archives papier un pré-classement en grands ensembles (Fédération, Branches, Syndicats, Groupes industriels) avec, pour chacun d'eux des sous ensembles (par exemple pour les Branches, la Chimie, le Pétrole, etc.). Une grande partie des publications fédérales est déjà regroupée dans des armoires.



■ Les photographies (pas toujours datées) les affiches, l'audiovisuel et les livres seront l'objet d'un travail postérieur.

■ Concernant nos contributions écrites : les panneaux de l'exposition du centenaire de la Fédération et les fascicules explicatifs ; le micro-dico d'histoire sociale.

■ Des écrits : mai 1968, les armes chimiques, d'autres et divers, dans la presse fédérale.

ses objectifs immédiats

A partir du pré-classement effectué, commencer le travail de fond (c'est-à-dire l'archivage définitif). Etablir un répertoire des différents documents accessibles pour les militants et les chercheurs intéressés.

La participation de l'IHS au congrès fédéral du 11 au 15 octobre 2010.

Les contributions à venir pour apporter des éléments de réflexion sur les problèmes rencontrés dans, par les Syndicats et celles pour étayer la bataille idéologique d'aujourd'hui.

Les rencontres et témoignages des militants actifs au sein de la FNIC, ayant contribué hier à sa vie, ses luttes (anciens secrétaires fédéraux, camarades en charge de responsabilités, etc.) qui ont encore beaucoup à nous apporter, dans le sens le l'histoire réelle.

L'importance de l'**histoire**
Ou l'histoire sociale : un enjeu de **lutte de classe**

L'histoire, sa connaissance, nourrissent les luttes actuelles, que ce soit pour le pouvoir d'achat et les droits essentiels à la vie (soins, logement, liberté de penser et de s'exprimer...) ou pour construire l'avenir dans un changement radical de société : l'homme au centre des préoccupations, des choix économiques, sociaux, politique et non le profit d'une minorité !

Le mouvement ouvrier, notre CGT, les luttes conduites dans nos entreprises éclairent et donnent un sens, positif, aux actions actuelles. Les batailles sont les mêmes : pour le pouvoir d'achat, la sécurité dans l'emploi, la reconnaissance des droits du monde du travail, une retraite juste et décente, une protection sociale digne du XXIème siècle, etc... et cela du XVIIIème siècle à aujourd'hui.

L'histoire du monde du travail est faite d'affrontements, avancées, pauses, reculs. Le syndicalisme de classe rencontre les mêmes adversaires aujourd'hui qu'hier, si les terrains sont parfois différents, la conception et les intérêts restent les mêmes. Se pencher sur notre histoire est essentiel pour la compréhension du monde. Approfondir l'histoire de nos branches, de nos entreprises, éclairer aujourd'hui à l'aide des exemples de notre passé est et sera le travail des militants de l'IHS des Industries Chimiques.

Le patronat ne sait jamais trompé sur le rôle, la place, la valeur de l'histoire, de son apport dans le moment présent. Après l'avoir extirpée de l'Éducation Nationale, il la reprend, l'écrit pour son compte. Les discours sont significatifs de l'appropriation de l'histoire par les hommes du capital. Et encore plus quand il s'agit de l'histoire sociale, c'est-à-dire celle que nous vivons dans les entreprises

Alors que la bataille idéologique est intense, le patronat réussi, du moins pour le moment, à ôter l'idée qu'il a fallu un combat acharné, violent quelquefois, pour lui arracher un peu de mieux être.

Toutes ces conquêtes, non seulement il rêve de les supprimer, mais il inculque la notion du « bien et du mal », que l'actionnariat est incontournable, de la nécessité de produire au moindre coût. Que la lutte ne sert à rien. Que ceux qui luttent, défendent leurs intérêts prenant en otage les pauvres salariés qui veulent travailler, voire traite ces lutteurs de *« terroristes »*.

Nous devons bien mesurer à quel niveau le patronat conduit la bataille idéologique, utilisant une histoire revue uniquement pour ses fins, d'où l'intérêt des travailleurs à y faire face.

Il est impossible de faire abstraction du passé. Le passé nous enseigne sur les motivations de ceux qui combattent pour le mieux être des salariés en opposition à ceux qui combattent pour leur seul profit et pouvoir.

Mais l'histoire ne se conjugue pas qu'au passé et au présent, mais également et de façon inéluctable au futur. C'est bien en partant des enseignements, des expériences du passé et du présent, en les analysant, en réfléchissant sur ces évènements, en en débattant, que nous pourrons construire le futur.

La connaissance de l'histoire est indispensable. Que ce soit au niveau du syndicat et de la fédération, il est impératif de transmettre les expériences, les écrits, pour permettre à ceux d'aujourd'hui et de demain de continuer le combat.

Si nous pensons passé et présent, n'oublions jamais de nous projeter vers l'avenir.

L'**histoire** et la **Formation Syndicale**

Il nous est nécessaire, pour appréhender le monde dans lequel nous évoluons, de poser les fondements de notre réflexion, de notre contestation du monde, et d'y apporter une réflexion, constructive, pour une société différente, un monde libre où chacun puisse vivre dignement, sans exploitation : un monde de Paix, prenant en compte les intérêts collectifs du monde du travail et de la société dans son ensemble.

Pour cela, il nous faut connaître, apprendre, comprendre.

Les camarades de la Libération, ceux des années cinquante, soixante, soixante-dix ne sont plus dans nos syndicats, parfois pour quelques-uns, trop peu, dans nos sections retraités. Pour ces générations successives de militants la formation politique et syndicale était de règle. Nous avons perdu, par négligence sans doute, une part de notre mémoire collective.

Aujourd'hui, l'histoire sociale est bannie de l'éducation, le patronat, les vrais possédants du capital, ont extrait de la mémoire collective les luttes, comment et pourquoi le monde du travail a conquis sa liberté, ses droits, amélioré ses conditions de travail, de vie...

A les en croire l'histoire s'est terminée avec la chute du mur de Berlin, au soir du 9 novembre 1989.C'est la pensée unique.

La Révolution Française, celles de 1830, de 1848, la Commune de Paris en 1871, 1936, le programme du Conseil National de la Résistance apparaissent-ils dans toute leur dimension dans l'histoire enseignée, les conquêtes de 1945, de 1968 ?

Mais pourquoi le patronat cherche t-il tant à édulcorer l'histoire ? Ces acquis, contestés par le patronat, sont-ils réellement connus dans nos syndicats ? Combien de militants, responsables CGT connaissent l'origine du syndicalisme, du Syndicat, des institutions représentatives dans lesquelles ils siègent, les combats qu'il a fallu conduire ?

Une école syndicale avec Benoît Frachon

Que savons-nous de l'histoire, de l'origine de notre propre syndicat, dans notre entreprise ? Que savons-nous de l'histoire de la CGT au-delà de notre entreprise ?

Que savons-nous du combat patronal, des vrais possédants, les oisifs comme on les nommait en début du XX^{ème} siècle, de sa stratégie, des moyens qu'il a mis et met en mouvement ?

Les problèmes actuels, les situations immédiates, occupent notre attention. Le patronat avec ses réunions, pour la forme, et ses attaques sur nos droits tente de nous occuper en permanence.

Apprendre, comprendre, connaître pour argumenter, convaincre et être plus forts.

La Formation Syndicale est là pour aider à la compréhension du monde réel, et cette formation s'appuie, pour partie, sur l'histoire. Un des rôles de l'Institut d'Histoire Sociale est d'apporter les éléments d'appui pour permettre à chacun d'appréhender l'histoire sociale.

Constance du **patronat**

Cela n'étonnera personne que d'affirmer que le patronat et le gouvernement sont persévérants dans leur lute contre toute avancée sociale car elle remet en cause les profits et peut amener l'idée qu'une autre voie est possible, que d'autres solutions existent. D'où leur bataille contre les revendications et pour remettre en cause les acquis.

Deux exemples pour illustrer ces questions. Le premier concerne le socle des conquêtes sociales acquises en 1945. C'est Denis Kessler, ex-n°2 du MEDEF, président d'AXA, qui déclarent en octobre 2007 :

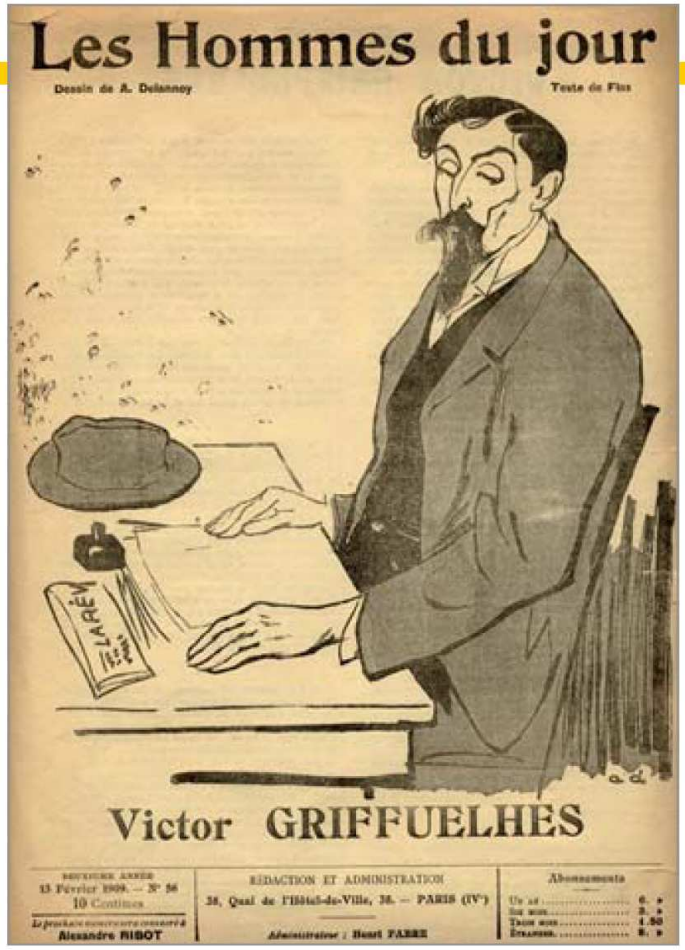
« Le modèle social français est le pur produit du Conseil National de la Résistance… Il est grand temps de le réformer et le gouvernement s'y emploie. Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde.

Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement actuel peuvent donner une impression de patchwork tant elles sont variées…

A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1945 et 1952 sans exception (Sécurité sociale, statut de la Fonction Publique, secteur public productif, nationalisations, conventionnement du marché du travail, représentativité syndicale, régimes complémentaires de retraite…). Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance. Il aura fallu attendre la chute du mur de Berlin, la quasi disparition du PCF, la relégation de la CGT dans quelques places fortes pour que l'on puisse envisager l'agiornamento. »

Ce texte de Kessler a le mérite d'être clair, de mettre à plat tout le contenu de la politique actuelle, mais aussi celle du patronat depuis toujours. Pour exemple, ce qui s'est passé en 1938 et 1939 pour la remise en cause des conquêtes de 1936. en particulier sur les salaires et les 40 heures *«source de tous les mots »* dixit Paul Reynaud.

Le deuxième exemple concerne le temps de travail. La CGT a appelé le 1er mai 1906 à une journée d'action pour la journée de 8 heures. Griffuelhes, secrétaire général de la CGT, écrivait (15 janvier 1905) pour la préparation de cette action : *« La besogne à remplir est la suivante : détruire chez les travailleurs les préjugés et les usages qui lui font croire au besoin de faire de longues journées pour avoir des salaires quotidiens plus élevés ; lui faire comprendre l'utilité de courtes journées tant pour leur répercussion sur la vie matérielle et morale que sur le chômage, lui montrer la nécessité de réaliser un effort pour l'obtention de cette réforme et les conditions dans lesquelles cet effort doit se produire. »*



Cette grève du 1er mai 1906 fut un succès avec plus de 200.000 salariés en grève, 3.570.000 journées de travail perdues (chiffres du ministère de l'époque). Clémenceau, premier ministre, déclarait : *« votre moyen d'action c'est le désordre, mon devoir c'est de faire de l'ordre »*. Et il fit mettre en prison Griffuelhes et d'autres.

Ce n'est pas sans rappeler le discours de Sarkozy sur *« travailler plus pour gagner plus »* avec en toile de fond l'attaque contre les 35 heures, *« source de tous nos mots »* comme disait Paul Reynaud en 1938 à propos des 40 heures obtenues en 36. C'est la même logique, la même agressivité contre toute avancée. 100 ans après le patronat et le gouvernement ressassent les même idées, la même propagande pour s'accaparer les profits, alors qu'on assiste aujourd'hui à une augmentation du chômage, au mal vivre au travail, aux suicides, à la multiplication de salariés sans logis tant les salaires sont indécemment bas, à 10% de la population qui vit sous le seuil de pauvreté.

Ténacité du patronat, vous dites ? Mais il est obligé de tenir compte du rapport de forces qui seul peut les faire reculer.

La question demeure : réformer le capitalisme, le rendre plus social ou changer la société ? Nos prédécesseurs ont tranché. Ils ont inscrits dans les statuts de la CGT la volonté d'aller vers le changement de société.

100 ans après, on ne peut que leur donner raison.

La **chute du mur de Berlin**

La fin de l'histoire ?

La fin de l'histoire un vieux rêve du capitalisme. Déjà en 1897 lors du jubilé de la reine Victoria d'Angleterre les capitalistes parlaient de la fin de l'histoire et pensaient y être arrivés parce que, à ce moment là, tous les pays du monde avaient choisi, contraints et forcés, la civilisation occidentale, c'est-à-dire le capitalisme. Mais l'histoire n'était pas finie comme elle ne l'est toujours pas aujourd'hui.

Après la chute du mur de Berlin, le capitalisme international pensait enfin être arrivé à ses fins : plus de contestation internationale, plus d'autre système économique et politique pour le contester et donner espoir aux peuples. Mais voilà que ces peuples réagissent, manifestent, que certains pays d'Amérique latine élisent des hommes qui font une autre politique, ouvrant par là même la voie vers d'autres réflexions, d'autres pratiques.

Mais voilà que la phase aigue de la crise (2008) a terni, remis en cause dans les têtes des gens, l'image d'un capitalisme triomphant à jamais. Et les bons apôtres, comme Sarkozy, de défendre l'idée qu'il faut le rénover, l'améliorer, le rendre plus social. Alors que l'expérience du siècle écoulé, les luttes, les avancées, les remises en cause teigneuses du patronat, les chantages et la réalité sont là pour montrer qu'il ne peut être rénové.

Le capitalisme, c'est le capitalisme, il n'y a pas de bon ou de mauvais capitalisme, il y a le capitalisme.

Rappelons le texte de Kessler de 2007 d'ailleurs significatif de ce point de vue *(voir article Constance du patronat)*.

Le « mur » avant 1989

Nous mesurons aujourd'hui ce que cela a donné sur l'emploi, la perte de pouvoir d'achat, la situation désastreuse des familles, des gens, la misère, les sans-logis, les restaurants du cœur, etc.

La fin de l'histoire, c'est pour eux l'exploitation sans fin des salariés, des populations, l'appropriation des richesses produites.

Contre cela, pour aller de l'avant, il va falloir inventer un autre avenir, sans capitalisme, en tirant les leçons de ce qui s'est passé dans les pays socialistes, et en faisant tomber les murs qui se construisent encore dans le monde.

***PS** : Pourquoi ne fête t-on pas le 8 mai 1945, date de la victoire sur le nazisme avec autant de liesse ? Sait-on que de Gaulle, par décret du 11 avril 59, décida que le 8 mai ne serait plus jour férié ? Que Giscard en supprima la commémoration en 75 ?*

Les **armes** chimiques

En septembre dernier, dans le cadre de la journée internationale pour la paix et le désarmement, le Conseil général de Seine Saint Denis invitait notre fédération à animer un débat sur la traité d'interdiction des armes chimiques, signé en 1993, ses limites et la situation actuelle. Vous avez pu lire dans le courrier fédéral n° 473 du 8 octobre 2009 l'intervention d'introduction présentée par notre fédération.

Le travail des camarades de l'IHS a été de retrouver, de rassembler tout ce qui avait été fait à l'époque, nos écrits, nos propositions, les délégations diverses, les rencontres avant la conclusion du traité et nos critiques après pour rendre ce traité plus efficace. Il faut bien se rendre compte de tout le travail fait par la fédération et l'ICPS (branche chimie de la Fédération Syndicale Mondiale à laquelle nous étions adhérents) dirigée par Alain Covet, ancien secrétaire de la Fédération.

Importance du travail qui a beaucoup étonné à l'époque ce qui explique pourquoi, et c'est un « *symbole* » fort, ce fut notre camarade Paul Tabary qui prononça devant l'Assemblée Générale de l'ONU, en session spéciale, en mai, juin 1988, une intervention au nom de toutes les organisations syndicales du monde.

Paul Tabary à la Tribune de l'assemblée spéciale de l'ONU (1988).

Cette bataille contre les armes chimiques et pour la paix gagnée, même s'il reste des points à améliorer en particulier par rapport à la transparence du traité, de la destruction des armes *(voir dans le courrier fédéral nos propositions)*, reste un moment fort de l'histoire de la fédération avec son slogan, toujours actuel :

Une chimie pour la vie et non pour la mort .

notre mémoire

Comme nous l'avons dit, le passé de notre mouvement syndical est riche d'enseignements pour le présent, pour mieux le comprendre, pour mieux lutter. C'est l'objectif de l'institut d'Histoire Sociale (IHS) que de faire ce travail et de contribuer à éclairer les situations actuelles. Dans chaque syndicat existe une part de cette mémoire (PV des réunions internes, des congrès, les tracts, les documents économiques...etc, de DP, CE CHSCT)

Les cessions et les casses de nos entreprises, établissements, les effets de la représentativité sur nos syndicats, la paupérisation croissante d'une part grandissante des travailleurs actifs, dispensés d'activité au terme d'une vie de labeur, privés d'emploi pèsent sur notre présent, mobilisent notre attention, mais il est nécessaire aussi, à coté de notre combat quotidien, de préserver la mémoire, et donc nos archives, pour demain.

Ne pas laisser aux bennes à ordures les traces de nos vies et celles de ceux qui nous ont précédés. Préserver, et si ce n'est pas possible de conserver, du fait de la casse et la fermeture de l'entreprise, transmettre à la Fédération vos cartons d'archives (c'est souvent stipulé dans les statuts originels de syndicats) .

Pour réaliser tout ce travail, la nécessité de l'investissements des militants à tous les niveaux est incontournable.

Besoin de militants sur le terrain pour aller au contact des salariés, dans nos organismes, compris donc au niveau de l'Institut d'Histoire Sociale des Industries Chimiques que nous souhaitons mettre en place, **un Institut au service de nos syndicats, afin de mener la bataille idéologique à la hauteur des enjeux de la situation, politique, économique, sociale.**